

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Vendredi 7 novembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.164, A/C.2/L.165 et A/C.2/L.166) [suite]	89
a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161, A/C.2/L.162 et Corr.1 et A/C.2/L.163);	
b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;	
c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194, A/C.2/L.158/Rev.1 et A/C.2/L.160);	
d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1 & 2)	

Président: M. Ernest CHAUVET (Haïti).

En l'absence du Président, M. Ernest Chauvet (Haïti), Vice-Président, prend place au fauteuil présidentiel.

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.164, A/C.2/L.165, A/C.2/L.166) [suite]:

- a) **Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161, A/C.2/L.162 et Corr.1 et A/C.2/L.163);**
- b) **Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;**
- c) **Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160);**
- d) **Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1 & 2)**

[Point 25 *]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. ENCINAS (Pérou) rappelle qu'à la dixième session du Conseil économique et social, le représentant du Pérou a déclaré que les programmes d'assis-

tance technique et les programmes de financement n'étaient pas seulement complémentaires mais qu'ils constituaient, les uns comme les autres, un élément indispensable de tout effort tendant à favoriser le développement économique des pays relativement peu développés¹. Au cours du XIX^e siècle, le développement économique de l'Europe et des autres pays a entraîné d'importants mouvements de capitaux et de connaissances techniques entre les pays avancés et les pays relativement moins développés. Les mouvements analogues sont indispensables de nos jours pour assurer l'équilibre économique du monde, c'est-à-dire pour maintenir la demande, l'emploi, les investissements et la productivité à un niveau élevé, et pour étendre les échanges internationaux.

2. Tout le monde reconnaît désormais que les programmes d'assistance technique des Nations Unies sont nécessaires et efficaces. Les programmes nationaux, le programme du Point quatre et le Plan de Colombo, ont eux aussi créé des précédents fort utiles dans la vie internationale et indiquent les moyens permettant de régler le problème soumis à la Commission. Cependant, on reconnaît aussi dans bien des milieux que l'assistance technique, si indispensable soit-elle, ne suffit pas à elle seule. A la longue, on ne pourrait accomplir que peu de choses si le progrès technique n'était pas accompagné de progrès dans les domaines économique et social,

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

¹ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, dixième session, 369^e séance.*

progrès qui doivent augmenter la productivité et relever les niveaux de vie dans les pays insuffisamment développés. Le Conseil économique et social a reconnu que, pour aboutir à ce résultat, il fallait procéder à de larges investissements. Ces investissements sont d'autant plus nécessaires que les pays insuffisamment développés au point de vue économique ne constituent pas seulement un vide économique et social, mais encore un vide idéologique et intellectuel. La misère, le ressentiment, la déception et la désillusion qu'éprouvent ces pays créent des forces subversives, ouvertes ou virtuelles, et amènent une situation extrêmement sensible aux conflits idéologiques et intellectuels de l'époque actuelle. C'est précisément ce vide que doit combler le développement économique et social.

3. Plus tard, l'assistance technique et les investissements pourront contribuer à créer la situation de prospérité qui est indispensable à la paix, mais la question qui se pose maintenant c'est celle de savoir le temps qu'il faudra. Etant donné que la situation devient de plus en plus critique, la délégation du Pérou appuie la création de la société financière internationale et l'institution d'un fonds spécial pour l'octroi de subventions et de prêts à long terme; elle est fort alarmée de la lenteur relative de certaines délégations à se rendre compte de l'importance que présente le problème du financement du développement économique. Certaines de ces délégations semblent estimer que les institutions nationales ou internationales qui existent actuellement suffisent à faire face à la situation actuelle, alors que d'autres croient que c'est l'histoire elle-même qui indiquera la solution à adopter. Dans les deux cas, on estime qu'à l'heure actuelle on ne peut faire rien ou presque rien de nouveau ou d'important pour améliorer le sort des pays insuffisamment développés.

4. Cependant, l'avenir de ces pays ne dépend que des mesures que prendra l'Organisation des Nations Unies. Il faut espérer que leur émancipation se fera conformément aux principes énoncés dans la Charte et non suivant les principes qui président à l'instauration des dictatures économiques et intellectuelles qui sont contraires à tout ce qu'il y a de meilleur dans l'homme.

5. La paix et le bien-être de l'humanité sont en péril. Aussi faut-il prendre sans délai des mesures tendant à écarter ce danger. Le temps n'est pas loin où le rythme du développement déterminera peut-être les résultats mêmes du développement économique. Tout retard apporté à cette œuvre augmentera le volume du travail et les souffrances qu'il faudra endurer non seulement pour sauver des millions de vies humaines, mais aussi pour sauvegarder un idéal.

6. L'on connaît bien le manque de capital auquel se heurtent les pays insuffisamment développés qui essaient de mettre en valeur leur économie. C'est là un cercle vicieux: les pays relativement peu développés ont besoin de larges investissements pour financer des projets dont le coût n'est pas amortissable; mais on ne peut réaliser le taux d'investissement nécessaire que lorsqu'on a déjà atteint une étape avancée ou relativement avancée.

7. Ce sont les capitaux privés d'origine étrangère qui ont déterminé le développement économique

extraordinairement rapide des Etats-Unis d'Amérique et du Canada dont l'économie est en pleine croissance. On n'a pas été en mesure d'aboutir aux mêmes résultats dans d'autres régions pour des raisons culturelles, historiques et même religieuses. Comme l'a dit le Secrétaire général dans son étude intitulée *Mouvements internationaux de capitaux entre les deux guerres* (ST/ECA/2), les investissements privés de source étrangère se portent d'ordinaire vers la production de matières premières destinées à l'exportation. Or, une telle production ne contribue pas directement au développement économique tel que l'envisage l'Organisation des Nations Unies. Bien qu'il existe des exceptions à cette règle, notamment depuis la guerre, et bien qu'il se soit manifesté une tendance à investir des capitaux dans la production des services et dans des industries manufacturières, il ne serait pas exagéré de dire que la manière la plus efficace de stimuler le développement économique serait de diriger le courant des investissements de telle façon qu'ils contribuent directement à mettre en œuvre les plans de développement social envisagés par l'Organisation des Nations Unies.

8. Les capitaux privés de source étrangère sont plus abondants que les mêmes capitaux d'origine locale; cependant, ils sont relativement inertes. Il faudrait les pousser à contribuer plus activement au développement économique. Les capitaux privés d'origine étrangère, aussi bien que les capitaux d'origine locale, ont rempli et continuent à remplir des fonctions importantes dans les économies nationales, bien qu'il soit évident que ni les uns ni les autres ne suffisent pour le moment à favoriser le développement économique tel qu'on l'envisage actuellement. Les deux catégories de capitaux sont indispensables si l'on veut atteindre les objectifs économiques énoncés dans la Charte.

9. Les capitaux étrangers de sources gouvernementale et intergouvernementale peuvent apporter au développement économique une contribution plus directe et plus rapide, par leur nature même. L'une et l'autre méthode de financement, qu'elle soit administrée par les Etats directement intéressés ou par une institution internationale, doivent permettre, en théorie du moins, d'améliorer les possibilités de progrès économique et permettre de donner des résultats plus rapides.

10. La société financière internationale et le fonds spécial qu'il est proposé de créer méritent l'appui de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, quel que soit le niveau de leur développement économique. Il faudrait, pour une bonne utilisation du fonds, qu'il existe un système d'encouragements analogue à ceux qui existent en Australie, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis d'Amérique, si l'on veut qu'il aide vraiment les pays à s'aider eux-mêmes et à offrir de nouvelles possibilités aux investissements.

11. En résumé, toutes les formes d'investissements sont indispensables, complémentaires et suffisantes si on les considère dans leur ensemble. Les capitaux étrangers, pourvu qu'on les oriente dans la direction voulue par l'intermédiaire d'une société financière internationale, stimuleront les mouvements de capitaux nationaux et créeront des possibilités de développement général dont on ne soupçonne même pas l'exis-

tence. Une telle politique de financement constituerait l'une des bases de la paix, l'autre base étant formée par les échanges équitables entre des pays qui se trouvent à des niveaux de développement différents, échanges qui s'effectueraient dans un monde d'où seraient exclues l'autarcie et la discrimination.

12. M. Encinas rend hommage à l'excellent travail qu'ont accompli les Commissions économiques régionales. Le centre de formation professionnelle qu'a créé la Commission économique pour l'Amérique latine illustre bien le sens pratique et la largeur des vues de cet organe. En collaboration avec le Conseil économique et social et avec d'autres commissions économiques régionales, la CEPAL a pris des mesures efficaces pour resserrer la coordination et pour étudier les méthodes qui permettraient d'augmenter les échanges commerciaux entre l'Europe, l'Asie et l'Amérique latine.

13. M. KRIVEN (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que les représentants du Chili, de l'Arabie saoudite, de l'Irak, de la Bolivie, du Costa-Rica et de l'Argentine ont fait observer avec raison que les Nations Unies ont adopté de nombreuses résolutions et de nombreuses recommandations au sujet du développement économique, mais qu'elles ont, dans la pratique, fait peu de chose pour venir en aide aux pays insuffisamment développés. La délégation du Costa Rica a signalé (202ème séance) que les sommes dépensées au titre de l'assistance aux pays insuffisamment développés correspondaient tout au plus à 1 pour 100 des dépenses afférentes aux préparatifs de guerre des Etats-Unis et des autres Puissances impérialistes. Les représentants de l'Irak et de l'Argentine ont souligné (204ème et 200ème séances) que la situation économique des pays insuffisamment développés était maintenant plus grave qu'avant la deuxième guerre mondiale. Cette aggravation est le résultat de l'exploitation et des spoliations auxquelles se livrent les Puissances impérialistes.

14. On peut même dire qu'au cours des récentes années les Etats-Unis et d'autres pays ont intensifié cette exploitation pour qu'elle marche de pair avec la course aux armements. On ne saurait négliger les déclarations du représentant de la Bolivie et des représentants d'autres pays insuffisamment développés qui ont parlé de la lutte que leurs pays mènent pour se libérer du joug impérialiste.

15. Dans les divers rapports qu'ils ont présentés, le Secrétariat et le Conseil économique et social cherchent, comme le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis l'a fait dans sa déclaration², à expliquer l'aggravation de la situation en soutenant que la production de denrées alimentaires ne suffit pas aux besoins d'une population mondiale qui s'accroît de façon constante. Mais la théorie de Malthus, qui est contraire à la science et qui est réfutée par les faits, visait uniquement à égarer l'opinion publique en détournant son attention de la division du monde en pays riches et en pays pauvres.

16. Les pays insuffisamment développés possèdent de grandes ressources naturelles et une main-d'œuvre nombreuse qui, si elles étaient utilisées rationnellement, permettraient de relever les niveaux de vie, mais ces

pays ne sont pas les maîtres de leur propre destin. Des sources importantes de matières premières sont aux mains de monopoles étrangers qui imposent leur politique aux pays insuffisamment développés en les contraignant à ne se consacrer qu'à une seule culture, en détruisant leur économie, en les appauvrissant et en les empêchant de développer leurs industries et leur agriculture. Le 30 mars 1952, M. Acheson a déclaré devant la Commission des affaires étrangères du Sénat que le programme du Point quatre avait pour objet principal de faire naître un climat propice aux investissements et que les Etats-Unis n'avaient pas l'intention de créer des industries importantes dans les pays insuffisamment développés, mais bien d'ouvrir de nouveaux débouchés aux produits des Etats-Unis.

17. Il est donc évident qu'en fournissant une assistance les Etats-Unis ne se proposent pas de rendre indépendants les pays insuffisamment développés ni de les amener à se suffire à eux-mêmes sur le plan économique; les Etats-Unis n'aident pas ces pays à développer leurs industries; ils cherchent uniquement à exploiter leurs sources de matières premières pour leurs propres besoins militaires.

18. D'après la revue américaine *Business Week* du 3 novembre 1951, les bénéfices provenant des investissements étrangers des Etats-Unis pour la période de six ans se terminant en 1951 se sont élevés à 10 milliards et demi de dollars. En 1950, 80 pour 100 environ des bénéfices provenant des investissements étrangers ont été envoyés aux Etats-Unis, qui exercent d'ailleurs un contrôle sur les autres 20 pour 100.

19. Les compagnies pétrolières américaines et britanniques dans le Moyen-Orient ont réalisé des bénéfices énormes. Le *New York Times* du 4 janvier 1949 a publié le rapport dans lequel un spécialiste de ces questions signale que, alors que le coût de production d'un baril de pétrole dans le Moyen-Orient est de 45 cents, le prix de vente en Europe est de 2,65 dollars. Les chiffres montrent que pour l'année 1950-1951 les bénéfices des 817 sociétés coloniales britanniques ont augmenté de 58 pour 100 et les bénéfices des sociétés pour l'exploitation de l'étain, du cuivre, des métaux non ferreux et du caoutchouc accusent, pour la même période, une augmentation du même ordre. Les dividendes distribués par la plus grande société britannique d'exploitation du caoutchouc en Malaisie ont augmenté de 25 à 45 pour 100 au cours de cette période.

20. Le Moyen-Orient offre un exemple des efforts que les monopoles capitalistes déploient pour maintenir les pays insuffisamment développés dans un état de dépendance en faisant d'eux de simples sources de matières premières: 15 à 20 pour 100 seulement des habitants du Moyen-Orient sont occupés dans l'industrie et les transports, les 80 à 85 pour 100 restants travaillant dans l'agriculture. Cela montre à quel point la région est encore peu développée au point de vue économique, bien qu'elle soit depuis cent ans sous la domination de capitalistes étrangers. Le seul but des capitalistes est d'obtenir de ces pays les matières premières dont ils ont besoin. En Egypte, la production du coton est développée au détriment de la production du blé, du maïs et du riz, ce qui fait que l'Egypte, pays traditionnellement producteur de blé, doit importer le blé dont elle a besoin et souffre d'une pénurie constante de denrées alimentaires. Pendant

² Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Séances Plénières*, 380ème séance.

la période 1948-1950, sa production de fils de laine a baissé de 50 pour 100 et sa production de sucre a également baissé dans des proportions importantes.

21. De même, l'aide américaine à l'Iran a eu des effets désastreux sur les industries textiles de ce pays. Les monopoles américains et britanniques exportent des fils de coton vers ce pays, minant ainsi l'industrie locale qui normalement aurait été en mesure de satisfaire la demande intérieure.

22. Contrairement aux affirmations du représentant de la Turquie à l'Organisation des Nations Unies, il apparaît que ce pays souffre aussi d'avoir accepté l'aide américaine. Le Général Arnold, chef de la Mission militaire des Etats-Unis en Turquie, a déclaré que, pour la période 1947-1951, la Turquie a reçu des Etats-Unis du matériel militaire d'une valeur d'un milliard de dollars. Le but des Etats-Unis est de militariser le pays; aussi le Gouvernement turc dépense-t-il actuellement à des fins militaires plus de 60 pour 100 des crédits figurant à son budget annuel. Par ailleurs, les Etats-Unis reçoivent de la Turquie des quantités toujours plus grandes de matières premières précieuses, notamment de chrome.

23. Tant pour préparer la guerre que pour s'assurer des bénéfices énormes, les monopoles américains augmentent rapidement la production du pétrole dans les pays du Moyen-Orient. En 1951, cette production dépassait de plus de six fois celle de 1937. Les statistiques relatives à la production du pétrole en Arabie saoudite accusent une augmentation du même ordre. Pourtant, malgré les bénéfices plus élevés, le revenu national des pays producteurs de pétrole n'a pas augmenté. L'ancienne Anglo-Iranian Oil Company a, elle aussi, réalisé des bénéfices considérables et ruiné l'économie nationale. En forçant les pays insuffisamment développés à faire porter tous leurs efforts sur l'extraction d'un seul produit minéral ou sur une seule culture, le capital étranger les condamne à se développer dans une seule direction et à rester dans une situation économique défavorable. Les monopoles capitalistes leur achètent leurs matières premières à bas prix et demandent pour leurs produits industriels des prix élevés, de sorte que les populations de ces pays souffrent du chômage et de la famine. Les représentants à l'Organisation des Nations Unies de pays tels que l'Iran, l'Irak, l'Argentine, le Chili et le Pakistan ont montré dans leurs déclarations que les Etats-Unis avaient pour politique de piller leurs pays et d'étouffer leur économie nationale.

24. L'orateur rappelle la déclaration que le représentant de la Bolivie a faite devant l'Assemblée générale³ et d'où il ressort que la Bolivie est un autre exemple de pays assujéti à la domination économique du capitalisme. En dépit de la grande variété des ressources naturelles de ce pays, l'étain est le seul produit minéral qui soit extrait de façon intensive et les pays capitalistes en ont fixé le prix à un niveau extrêmement bas. Cette politique, comme le représentant de la Bolivie l'a dit, porte atteinte aux principes de solidarité et de réciprocité qui devraient régir les relations entre grandes et petites Puissances.

25. Ces exemples montrent que la situation véritable est très différente de l'image faussement optimiste

que le représentant de la France en a donnée. Les faits ne servent qu'à prouver l'hypocrisie des déclarations faites devant la Deuxième Commission par les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni, qui se sont efforcés d'établir que l'aide accordée aux pays insuffisamment développés avait pour but d'améliorer le niveau de vie des populations de ces pays. Cette aide n'est pas fournie sur une base d'égalité et les règles élémentaires du respect de la souveraineté nationale et de la non-intervention dans les affaires intérieures sont méconnues.

26. Ainsi que les représentants du Chili, de la Bolivie, de l'Iran, du Guatemala, de l'Egypte, de l'Uruguay et de l'Argentine et d'autres représentants l'ont fait ressortir, la condition première et indispensable du bien-être économique et culturel de ces pays est qu'ils exploitent eux-mêmes leurs ressources naturelles, s'industrialisent et accèdent à l'indépendance économique et politique. L'histoire de nombreux pays montre que sans indépendance il est impossible de parvenir à un haut degré de développement.

27. Les accords relatifs à l'octroi d'assistance technique doivent être conclus dans des conditions d'égalité et à l'avantage mutuel des parties, et ils doivent viser au développement industriel des pays bénéficiaires. L'assistance doit tendre à renforcer l'autonomie économique et l'indépendance politique des pays insuffisamment développés en tant qu'Etats souverains et non à conférer aux Etats qui apportent leur assistance des privilèges politiques, militaires et économiques. Ce n'est qu'à cette condition que l'assistance technique respectera les principes élevés de la Charte et que les pays insuffisamment développés pourront améliorer leur niveau de vie, surmonter le retard de leur développement économique et social et prendre place, sur le même pied que les autres pays, dans la communauté des nations.

28. Les relations qui existent entre l'Union soviétique, les démocraties populaires et la République populaire de Chine illustrent le type de coopération libre et amicale qui devrait s'établir. L'Union soviétique a prêté une aide désintéressée aux démocraties populaires et a favorisé leur industrialisation. Depuis la guerre, les démocraties populaires ont relevé leur économie ruinée et ont accompli de remarquables progrès dans la voie de l'industrialisation. C'est ainsi que la Hongrie, pays autrefois exclusivement agricole, est devenue un pays industriel et que la production de l'industrie lourde hongroise a triplé depuis la guerre. La production industrielle a enregistré des progrès analogues en Roumanie et en Bulgarie; en Albanie, des manufactures de textiles, des centrales hydro-électriques, des raffineries de sucre et d'autres industries ont été établies.

29. Les débats qui se déroulent aux Nations Unies montrent clairement d'une part, le désir des pays insuffisamment développés de se libérer du joug impérialiste et, d'autre part, le peu d'empressement des Puissances coloniales à sacrifier leurs intérêts et à favoriser le développement économique des premiers. L'économie de ces pays ne pourra se développer qu'avec la disparition du colonialisme et des régimes qui s'en inspirent. Il est incontestable que les Etats-Unis, le Royaume-Uni et d'autres pays s'efforcent d'accroître la dépendance économique des pays insuffisamment

³ *Ibid.*, 384^eme séance.

développés, dont ils tirent des avantages exceptionnels. Ces derniers doivent chercher avant tout à exploiter eux-mêmes leurs richesses naturelles afin d'améliorer radicalement le bien-être de leur population. Les Nations Unies devraient leur fournir une assistance conçue de manière à renforcer leur indépendance économique et politique.

30. M. BRIGHT (Libéria) déclare que son pays marque un vif intérêt pour le programme d'assistance technique des Nations Unies et qu'il a déjà incorporé dans son plan de développement les facilités qui lui sont offertes au titre de ce programme. Le Libéria consacre pour sa part 20 pour 100 de son revenu national au programme d'assistance technique, qui vise essentiellement à favoriser l'enseignement, la santé et l'hygiène, le progrès civique, l'agriculture et le commerce. La production de denrées alimentaires se développe et celle des produits d'exportation s'améliore et se diversifie.

31. Il est encourageant de constater chez les pays dont le développement est déjà avancé un désir marqué d'aider les pays moins développés en les faisant bénéficier de leurs connaissances techniques. La délégation du Libéria estime, elle aussi, qu'il faudrait sans plus tarder se préoccuper du financement des programmes dans les pays insuffisamment développés. On a dit et répété qu'il fallait créer les conditions propres à attirer des capitaux étrangers dans ces pays. Si les droits des pays insuffisamment développés étaient dûment reconnus par les pays qui cherchent à investir leurs capitaux, il devrait être toujours possible de conclure des accords qui soient mutuellement avantageux. Les capitalistes en quête d'investissements rémunérateurs ne devraient pas non plus perdre de vue que le progrès de la civilisation fait naître chez les populations des pays insuffisamment développés des besoins nouveaux et qu'il y aurait lieu d'élaborer de nouveaux arrangements conformes aux exigences du temps présent.

32. Le Libéria est prêt à accueillir tous investissements de capitaux étrangers dont le volume et le rythme répondraient à ses besoins actuels. Ses relations avec les capitalistes étrangers ont été plus ou moins heureuses et, dans certains cas, les arrangements conclus n'ont pas répondu à ses espérances. Toutefois, lorsque l'attention des capitalistes a été attirée sur l'inégalité de traitement que comportaient les dispositions d'un accord, il est arrivé qu'ils se montrent disposés à convenir de conditions plus favorables. Il en a été ainsi, par exemple, pour l'accord récemment conclu par le Libéria avec une société des Etats-Unis créée pour l'exploitation de gisements de minerai de fer. L'accord initial n'imposait à la société que le versement d'une redevance négligeable; il ne contenait aucune clause de participation aux bénéfices; le Libéria n'était pas représenté au conseil d'administration, qui décidait souverainement de la vente de la production et de la répartition des bénéfices. Lorsque ces inégalités de traitement lui ont été signalées, la société s'est déclarée prête à entamer des négociations, à la suite desquelles il a été convenu que le Libéria recevrait 25 pour 100, et finalement 50 pour 100, des bénéfices nets, et la composition du conseil d'administration a été modifiée de manière à comprendre des Libériens.

33. Mais il ne suffit pas de stimuler la production en favorisant l'afflux de capitaux; il faut encore garantir

l'écoulement des produits à des conditions favorables. Il y aurait donc lieu d'élaborer des plans en vue de conclure un accord général sur les prix des produits offerts sur le marché mondial. Il est vain d'espérer établir un marché mondial ferme dans un climat de restrictions des échanges et de barrières douanières, ou tant que les pays industriels ne montreront pas plus d'empressement à payer des prix équitables aux producteurs de produits bruts ou semi-finis. De telles entraves à l'écoulement des produits et les restrictions en matière de prix risquent de rendre vains tous les efforts déployés par les Nations Unies pour mettre en œuvre leur programme d'assistance.

34. M. Bright se réserve le droit de présenter des observations sur les questions qui font l'objet des subdivisions du point 25 de l'ordre du jour lors de la discussion de chacune d'entre elles.

35. M. YAFTALI (Afghanistan) déclare que le développement des pays insuffisamment développés revêt la plus haute importance puisque le monde, tant au point de vue économique que politique, est indissoluble, et que c'est en améliorant les conditions économiques dans tous les pays que l'on peut le mieux garantir le maintien de la paix.

36. La délégation de l'Afghanistan, qui représente un pays insuffisamment développé, estime qu'il faut assurer la prospérité matérielle et le développement économique pour sauvegarder la liberté individuelle et garantir la survie nationale. L'Afghanistan est dans une large mesure tributaire des mesures d'assistance que l'Organisation des Nations Unies pourra adopter. A cet égard, le facteur temps est des plus importants puisqu'en Afghanistan, comme dans d'autres pays insuffisamment développés, la situation économique est grave.

37. L'économie du pays est essentiellement agricole et pour accroître la production, il faut, notamment, augmenter la superficie des terres arables. La culture permanente dépend entièrement de l'irrigation et pour développer l'agriculture il est indispensable de développer les installations d'irrigation. Au cours des années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, la production agricole de l'Afghanistan a fortement souffert de la sécheresse. Conscient du fait que la pénurie de denrées alimentaires est un phénomène mondial et que chaque pays doit prendre les mesures appropriées pour remédier à la situation, le Gouvernement de l'Afghanistan a immédiatement intensifié sa politique de mise en valeur des terres et de conservation des ressources en eau. Plusieurs grands barrages, avec réservoirs, sont déjà construits et un autre sera bientôt achevé; ils fourniront au pays des sources importantes d'énergie. Un vaste réseau d'irrigation est presque terminé; c'est le premier des quatre ou cinq réseaux qui doivent être établis progressivement. Avec l'achèvement de ces travaux, la situation alimentaire s'améliorera en Afghanistan et les industries locales pourront disposer de matières premières; il deviendra possible également d'exporter vers d'autres pays des produits agricoles en excédent. L'orateur expose les projets relatifs à l'utilisation des ressources en eau des bassins des rivières Kaboul, Koundouz et Koktcha, qui amélioreront très sensiblement la situation économique de l'ensemble du pays.

